



Combattre le Commerce Néolibéral, une OMC bonne à rien et promouvoir le programme commercial du peuple !

IBON internationale Déclaration sur la 10e Conférence ministérielle de l'OMC (MC10)

1 décembre 2015

Vingt ans après sa création, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) reste l'un des dispositifs les plus importants utilisé par le capital monopolistique mondial pour favoriser le commerce néolibéral et la concentration des richesses entre les mains du pour cent le plus riche. En imposant des règles commerciales qui donnent des pouvoirs aux firmes transnationales (FTN) des pays riches, l'OMC maintient une grande majorité des pays dans un état de sous-développement alors qu'une infime minorité accumule toujours plus de pouvoirs et de richesses. L'OMC et son prédécesseur, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (AGETAC, GATT en anglais), ont forcé les pays pauvres à ouvrir leur économie aux biens et capitaux étrangers, en diminuant ou en supprimant complètement les barrières commerciales et en ouvrant les vannes aux produits lourdement subventionnés et issus des pays industrialisés les plus avancés. Ces comportements ont conduit à la destruction généralisée des industries locales, maintenant les pays en voie de développement sujets aux diktats impérialistes et autorisant les sociétés et pays développés à accéder à des matières premières bon marché et à exploiter la main-d'œuvre du Sud.

Cette mise en œuvre agressive des politiques de l'OMC, au cours des deux dernières décennies, a conféré aux grandes sociétés des pouvoirs énormes en mettant le profit au-dessus des droits de l'homme et de l'environnement. Au lieu d'encourager les droits du travail internationalement reconnus, les règles de l'OMC considèrent qu'il est illégal pour les gouvernements de discriminer certains produits indépendamment de la manière dont ils ont été produits, comme ceux qui bafouent le travail des enfants. Au travers des politiques de libéralisation commerciale, l'exploitation des multinationales pétrolières, de gaz, minières, pharmaceutiques et agroalimentaires s'est élargie à un taux exponentiel. Cet élargissement a eu pour conséquence la destruction de forêts, d'océans et de bassins, et a engendré la pollution et participé au changement climatique. En outre, les règles de l'OMC ont réduit les capacités des États en voie de développement à agir face aux problèmes de pauvreté et de famine en réformant le système agricole mondial au profit des grandes entreprises agroalimentaires. Ces modifications ont porté préjudice aux petits agriculteurs et producteurs alimentaires. Des millions et des millions de personnes ont été dépossédées à cause de la privatisation des services sociaux de base qui coûtent maintenant de plus en plus cher.

En effet, la doctrine du « libre échange » ne répond pas aux besoins des pauvres du monde. La croissance rapide du commerce et de l'investissement internationaux amenés par l'OMC n'ont pas fait qu'accentuer les inégalités entre et au sein des pays – en particulier dans ceux en voie de développement. En autorisant le déferlement de produits subventionnés en provenance des pays développés, les gros producteurs peuvent vendre leur marchandise en dessous des prix effectifs de

production, au détriment des petits propriétaires et des agriculteurs de subsistance dans les pays en voie de développement, lesquels font les frais des pertes de revenus agricoles qui s'élèvent à 24 milliards de dollars chaque année¹. En Afrique, des décennies d'importations alimentaires subventionnées en provenance des États-Unis, du Canada et de l'Union européenne ont détruit les systèmes alimentaires ruraux déjà retardataires et ont accentué la pauvreté des petits producteurs agricoles. Les industries locales des pays en voie de développement dans la région ont été incapables de s'en sortir et ont finalement été perdants dans la compétition contre les produits importés et bon marché.

Au milieu de l'agitation et du mécontentement grandissants dus aux effets négatifs des politiques de l'OMC, la 10^e Conférence ministérielle de l'OMC (CM10) qui se déroulera à Nairobi (Kenya) du 15 au 18 décembre 2015 ne risque que d'aggraver les crises actuelles vécues par les pauvres et les peuples marginalisés à travers le monde. En plus de renforcer les règles commerciales injustes codifiées par les accords existants de l'OMC, les États-Unis, l'UE, le Japon et d'autres pays développés veulent que soient entamées lors de la conférence de Nairobi des négociations portant sur de « nouveaux enjeux ». Ceux-ci sont en fait de très vieilles propositions que ces pays ont longtemps cherché à imposer comme nouvelles règles pour le commerce et les investissements, contraignantes pour tous les pays.

Celles-ci comprennent des règles sur des investissements qui restreindraient davantage la capacité des pays à réguler les FTN ; des politiques de concurrence qui empêcheraient les pays de favoriser les entreprises nationales par rapport aux investisseurs étrangers ; et des règles régissant la passation publique des marchés, empêchant ainsi les pays de favoriser des fournisseurs nationaux par rapport aux grandes firmes transnationales de construction et de services. Les pays développés poussent également à la privatisation des entreprises d'État et des services publics qui sont généralement destinés à fournir les biens et services de base à tous.

Ils encouragent également les Chaines de valeur mondiales, lesquelles renforcent l'intégration et la dépendance des PME, du secteur informel, de l'agriculture paysanne et des autres secteurs « retardataires » des économies du tiers monde dans les chaînes de production mondiales des FTN et dans la toile financière des grandes banques et autres institutions. L'agenda du développement durable est également utilisé comme prétexte pour promouvoir le commerce des biens et services environnementaux, qui sont généralement monopolisés par les FTN basées dans les pays développés. Tous ces éléments ne vont faire que renforcer la capacité des FTN à opérer à l'intérieur et au bord des frontières et à imposer les prix des biens et des services, en les rendant inabordables pour les gens ordinaires. Ils dérobent également aux pays en voie de développement les outils politiques nécessaires à la promotion d'un développement durable et à la mise en œuvre des droits des peuples.

La promotion du programme de commerce du peuple appelle à des changements fondamentaux dans les systèmes actuels de gouvernance. Un régime commercial qui sert les intérêts des peuples doit proposer des formes alternatives d'échange international basé sur la solidarité et la complémentarité afin de répondre aux besoins de la population. Le respect de la souveraineté nationale, d'une réglementation stricte du secteur financier et la promotion de l'industrialisation nationale sont les éléments fondamentaux d'un système commercial pro-peuple. La résistance croissante des peuples contre l'OMC et les alternatives naissantes au néolibéralisme sont la preuve qu'un autre système commercial est possible – un système qui poursuit les projets du peuple.

NON AUX « NOUVEAUX ENJEUX » DE L'OMC !

¹ International Food Policy Research Institute. (2003). The Impact of Agricultural Trade Policies on Developing Countries. Retrieved from <http://www.ifpri.org/sites/default/files/pubs/media/trade/trade.pdf>

UNE OMC BONNE À RIEN !

COMBATTRE LE COMMERCE NÉOLIBÉRAL !

PROMOUVOIR LE PROGRAMME COMMERCIAL DU PEUPLE !

LE SYSTÈME DOIT CHANGER MAINTENANT !